

# Finances publiques. « Tout augmente... sauf notre rémunération », dénonce l'intersyndicale Morbihan

Salaires, manque d'attractivité et de reconnaissance... Les agents des Finances publiques Morbihan estiment que l'heure des comptes a sonné.

Ils sont une dizaine d'agents, en ce lundi 29 janvier 2024, devant le centre des Finances publiques à Vannes ([Morbihan](#)).

Alors que les négociations salariales redémarrent à Paris, sur le terrain ils entendent dénoncer « **l'érosion de notre régime indemnitaire, qui n'a jamais été aussi flagrante, mettant en difficulté de nombreux agents, sans oublier le manque d'attractivité qui en découle de la Direction générale des finances publiques (DGFIP)** ».



L'intersyndicale Finances publiques Morbihan a, dans le cadre d'un mouvement national, lundi 29 janvier 2024, fait part de son mécontentement en matière de rémunération. | [Ouest-France Patrick CROGUENNEC](#). Publié le 29/01/2024 à 19h47

L'intersyndicale CFDT, CGT, FO, Solidaires Morbihan évoquent « **des salaires non revalorisés depuis dix ans** ». Et les cinq points d'indice supplémentaires de ce mois de janvier 2024, soit 20 € net par mois, paraissent bien peu à ses yeux.

Les mots sont forts pour dénoncer le climat social : « **Depuis plus de dix ans, les restructurations continues, les réorganisations, les missions transférées, les applications inabouties nous percutent quotidiennement et font perdre son sens au travail, donnant le sentiment aux agents d'être perpétuellement dans le tambour d'une machine à laver... en mode essorage naturellement.** »

## Journée d'action nationale le 19 mars

Et ce ne sont pas les premières négociations qui ont eu lieu l'an dernier entre la Direction générale et les organisations syndicales, qui sont « **aux antipodes de nos revendications** », qui sont susceptibles d'apporter une accalmie. 10 € de proposés quand les syndicats demandent 200 € brut, soit 150 € net, « **c'est, pour tout dire, franchement indécent** ».

Preuve du peu d'intérêt porté aux agents de la fonction publique d'État, pour l'intersyndicale, « **l'absence de ministre en charge de la fonction publique** ».

À l'image des agriculteurs qui pointent du doigt l'accumulation des normes, dans la fonction publique, ce sont les incessantes réformes qui sont dénoncées.

C'est pourquoi une grande journée de mobilisation nationale est, d'ores et déjà, annoncée pour le 19 mars, à l'appel de l'intersyndicale de la fonction publique.

Et, en Morbihan, les 850 agents des Finances publiques devraient, à cette occasion, marquer fortement « **leur malaise et défiance** ».